



La 7^e législature du Parlement européen

Le bilan des Verts

1. L'amélioration de la résistance à la crise grâce à la justice sociale

Principaux enjeux. La législature qui s'achève a vu les conséquences de la crise économique déferler sur les sociétés européennes, notamment au sud du continent. Tandis que la zone euro s'installait dans une récession durable, le chômage atteignait des niveaux sans précédent dans la plupart des pays membres, et les dettes souveraines se sont envolées lorsque les États ont sauvé de la faillite des banques au bord du dépôt de bilan. Si les dizaines de réunions du Conseil n'ont produit que peu, sinon pas, de résultats, l'action de la Banque centrale européenne (BCE) pour sauver la monnaie unique a stabilisé, temporairement, les marchés des dettes souveraines. Mais les appels à la responsabilité démocratique la plus fondamentale sont restés majoritairement sans réponse et les rangs des eurosceptiques populistes grossissent.

Nos succès. Le rythme et la portée de la re-réglementation financière et économique se sont accrus depuis l'éclatement de la crise. Les Verts/ALE ont contribué à faire adopter plusieurs décisions importantes, telles que le plafonnement des bonus des banquiers (CRD IV) et la création d'organes de surveillance financière. Nous sommes parvenus à soumettre les pouvoirs de surveillance bancaire de la BCE au contrôle du Parlement. Nous avons joué un rôle moteur en faveur de la taxe sur les transactions financières (TTF). Nous avons introduit, en 2009, l'idée d'une garantie pour la jeunesse au niveau de l'Union et nous avons défendu les droits des travailleurs détachés, autant que le permettait le cadre juridique en vigueur. Notre action aura également permis aux PME de bénéficier de financements plus importants pour la recherche au titre du programme-cadre Horizon 2020. Nous avons ouvert la voie à une flexibilité accrue en matière de cofinancement des fonds régionaux, permettant aux États membres les plus durement touchés par la crise de réduire leur participation, tout en les exhortant à utiliser les fonds de manière transparente.

Nos revers. Les chefs d'État et de gouvernement, qui ont multiplié les sommets, ont délibérément tenu le Parlement européen à l'écart des décisions sur les principaux mécanismes de sauvegarde contre la crise, tels que le mécanisme européen de stabilité. Le Conseil a également imposé des coupes claires dans le budget européen (cadre financier pluriannuel), qui ont empêché l'Union de contribuer à la reprise économique. La réforme de la politique agricole commune (PAC) n'a pas permis de garantir une distribution équitable des subventions agricoles, ni entre les États membres ni en leur sein. Dans l'enceinte du Parlement européen, les députés conservateurs et libéraux, relayant les exigences des lobbyistes du secteur financier, ont fait obstacle à une réglementation plus stricte des banques (CRD III & IV), des hedge funds (gestionnaires de fonds d'investissement alternatif, OPCVM) et des agences de notation. Il en résulte que la réglementation macroéconomique européenne ne permet pas une action contracyclique (six pack, two pack). Si la TTF reste juridiquement menacée, la Cour européenne de justice a confirmé que l'Autorité bancaire européenne a le pouvoir d'interdire les ventes à découvert.

2. La sécurisation de notre avenir climatique et énergétique

Principaux enjeux. En 2009, les acteurs réunis à Copenhague pour la Conférence sur le climat n'ont pas réussi à donner une suite au protocole de Kyoto et ont plus ou moins mené dans l'impasse la diplomatie internationale sur le climat. En 2011, la catastrophe nucléaire de Fukushima a mis à mal le dogme selon lequel les centrales nucléaires des pays développés sont parfaitement sûres. Pour autant, et malgré les phénomènes climatiques extrêmes et le niveau exceptionnellement bas des calottes polaires, les discussions sur le climat au sein de l'Union restent dominées par des modèles dépassés et la défense d'intérêts particuliers – au point que cette fin de législature voit l'échec du système d'échange de quotas d'émission mis en place par l'Union.

Nos succès. Le principal succès des Verts/ALE a été la négociation de la directive sur l'efficacité énergétique, qui fixe des objectifs d'efficacité énergétique pour les États membres à l'horizon 2020. Bien que l'objectif d'accroître celle-ci de 20 % ait vu sa portée réduite par le Conseil, ce texte reste une avancée majeure. Nous avons également mené bataille pour que 85 % des fonds alloués à la recherche en matière d'énergie dans le programme-cadre Horizon 2020 soient consacrés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique. Nous avons également veillé à ce que les infrastructures européennes financées au titre du réseau transeuropéen de transport respectent les normes environnementales et les objectifs climatiques de l'Union et à ce que les États membres soient autorisés à inclure les coûts environnementaux dans leurs systèmes de péage pour camions. Nous avons apporté de nouvelles idées pour l'avenir économique de l'Europe et une majorité s'est ralliée à notre stratégie visant au renouveau de l'industrie pour une Europe durable. Enfin, notre groupe reste la principale voix, au sein du Parlement européen, à s'élever contre l'extraction du gaz de schiste par fracturation et contre l'énergie nucléaire et nous plaidons, entre autres, pour des tests de résistance plus poussés.

Nos revers. Nous avons compris à quel point le sentiment d'urgence qu'avait suscité le rapport Stern s'était dissipé, lorsque le Parlement européen a refusé d'adopter l'objectif inconditionnel d'une réduction de 30 % des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2020, indépendamment du résultat des négociations internationales sur le climat. Le système européen d'échange de quotas d'émission fonctionne au ralenti, ce qui empêche la réalisation des investissements d'avenir nécessaires. Surtout, nous n'avons pas su élaborer une version européenne de l'*Energiewende* allemande. En dépit de notre vigilance, la Commission européenne a renforcé son soutien à l'énergie nucléaire, ce qui compromet les chances de faire de la "transition énergétique" une des pierres angulaires de l'avenir européen.

3. L'engagement en faveur d'un environnement sain

Principaux enjeux. Des légumes infectés par la bactérie ECEH aux lasagnes à la viande de cheval, la législature a été secouée par une nouvelle série de scandales alimentaires d'échelle européenne, qui amènent à s'interroger sur les pratiques du secteur agro-industriel. Par ailleurs, entre le chalutage industriel et la défense des intérêts nationaux, la surpêche continue de mettre à mal la plupart des stocks de poisson de l'Union, d'où l'importance essentielle de la réforme de la politique commune de la pêche (PCP).

Nos succès. Pour la première fois, le Parlement européen a négocié les réformes de la PAC et de la PCP sur un pied d'égalité avec le Conseil et nous avons obtenu un succès majeur lors du vote sur la PCP. Cette réforme a donné un coup d'arrêt à la surpêche et limite les quantités pouvant être pêchées à des niveaux qui permettent la reconstitution des stocks. Plutôt que d'autoriser les flottes nationales à continuer à pêcher sur la base de quotas historiques, elle fait varier les quotas selon les situations environnementales. Dans la réforme de la PAC, nous avons introduit la notion de zones écologiquement sensibles, afin de limiter la monoculture et de consacrer un certain pourcentage de surfaces agricoles à la protection de la biodiversité. Les Verts/ALE ont également piloté la mise en œuvre du protocole de Nagoya sur la biodiversité, introduit des dispositions strictes sur les nanomatériaux dans la réglementation sur les biocides et les denrées alimentaires et protégé les abeilles contre certains néonicotinoïdes utilisés dans les pesticides. Nous avons mené bataille pour que le Parlement européen résiste aux pressions du secteur agro-industriel en faveur de l'ouverture des marchés aux OGM et nous sommes parvenus à renforcer le principe de conditionnalité. Enfin, avec la réforme de la directive relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques, nous avons contribué à fermer les cycles des matières premières en limitant l'exportation de ce type de déchets vers les pays non industrialisés.

Nos revers. Les lobbys industriels sont parvenus à convaincre une majorité de députés de s'opposer à l'étiquetage "en feu de signalisation" des denrées alimentaires, ils ont circonscrit la réforme de la PAC, qui accorde toujours un soutien disproportionné aux grandes exploitations industrielles, ils ont poussé le Parlement européen à rejeter la proposition de limiter à huit heures les transports d'animaux et ils ont réussi à réduire les taux de retour et les procédures en ce qui concerne les déchets d'équipements électriques et électroniques. Les étiquettes des produits alimentaires ne mentionnent toujours pas si les animaux ont été nourris avec des OGM et le brevet unitaire ne protège pas solidement la biodiversité et le droit des agriculteurs à la sélection des semences. En dépit d'une nouvelle réglementation en la matière, l'importation et le traitement de bois d'origine illégale se poursuivent au sein de l'Union. L'absence de sanctions pénales rend impossible la lutte contre de telles pratiques.

4. La défense des droits de l'homme et des droits sociaux, démocratiques et numériques

Principaux enjeux. Au nom de la sécurité nationale, les gouvernements des États membres n'hésitent pas à mettre en péril les libertés fondamentales reconnues par l'Union européenne. Ainsi, en 2011, ils ont temporairement réintroduit des contrôles aux frontières face à l'afflux d'immigrants provoqué par le printemps arabe; quant aux documents rendus publics par le lanceur d'alerte Edward Snowden, qui font état de l'interception des télécommunications par les services secrets, ils révèlent l'atteinte à la vie privée la plus systématique que l'Europe ait connu depuis des décennies. Des droits humains fondamentaux ont été remis en question par la crise économique qui a aggravé la situation des immigrants irréguliers, ou par les réformes du gouvernement de droite en Hongrie qui menacent l'État de droit. La fragilité de la démocratie au niveau de l'Union est également apparue lorsque des députés européens ont accepté de déposer des amendements en échange d'argent offert par deux journalistes du *Sunday Times* qui se faisaient passer pour des lobbyistes.

Nos succès. Grâce à un soutien sans précédent de la part de la société civile, nous avons réussi à mobiliser de manière exceptionnelle contre l'accord commercial anti-

contrefaçon (ACAC), qui risquait de porter atteinte à la liberté d'Internet et au droit à la vie privée. Nous sommes également parvenus à faire obstacle à l'accord SWIFT, qui régleme le transfert de données financières aux autorités américaines, et à l'accord PNR, sur le transfert des données des passagers. En nous élevant contre la réforme du droit hongrois, nous avons attiré l'attention sur la nécessité de respecter les valeurs fondamentales de l'Union et nous avons réclamé un "programme d'alerte" piloté par les institutions européennes en cas de violation des droits fondamentaux. Si nous ne sommes pas parvenus à mettre en place un système d'asile à part entière au niveau de l'Union, nous avons amélioré la situation des réfugiés en faisant de plusieurs formes de discrimination des motifs d'asile et en établissant un groupe de surveillance du respect des droits de l'homme comptant des représentants d'ONG au sein de l'agence chargée du contrôle des frontières, Frontex. Notre action en faveur de l'initiative citoyenne européenne a contribué à réduire le déficit de démocratie au niveau de l'Union et cette formule a prouvé son efficacité avec l'initiative contre la privatisation de la distribution de l'eau. Au sein de la commission des pétitions, nous nous sommes faits les porte-parole de citoyens qui se battent contre la loi littorale en Espagne, le déversement de déchets chimiques près de la ville espagnole de Huelva et la pollution provoquée par l'usine sidérurgique de Taranto en Italie. Nous avons également contribué fortement à faire avancer les dossiers relatifs à l'égalité salariale et à la représentation des femmes dans les conseils d'administration. Après l'épisode du *Sunday Times* et le Dalligate, les Verts/ALE ont arraché aux autres groupes des compromis sur le code de conduite des députés au Parlement européen, dont les règles contraignantes en matière de transparence financière sont désormais parmi les plus strictes au monde, bien qu'il ne prévoie pas encore de sanctions pénales en cas de subornation.

Nos revers. Nous avons vu le Parlement européen adopter une deuxième version de l'accord SWIFT, qui ne contenait que des améliorations cosmétiques en matière de protection de la vie privée. Des lobbys du secteur privé ont fait obstacle à l'adoption d'un accord ambitieux de protection des données, qui est aujourd'hui bloqué au Conseil, de même que notre proposition visant à améliorer les règles de congé parental. En dépit de nos efforts en faveur de l'adoption d'une feuille de route sur les droits des personnes LGBT, ce dossier n'a pas progressé. Enfin, la situation des immigrants irréguliers dans les États membres du sud de l'Union reste dramatique.

5. L'engagement en faveur de la solidarité et de la sécurité internationales

Principaux enjeux. Au cours des cinq dernières années, le principal bouleversement géopolitique pour l'Union européenne a été le printemps arabe. Aujourd'hui, de la Tunisie à l'Égypte, la situation reste instable et a même tourné à la guerre civile en Syrie. L'affirmation de nouvelles puissances, telles que le Brésil ou la Chine, et la course mondiale aux ressources naturelles ont fait s'enliser les négociations de l'OMC, ce qui a conduit l'Union à conclure plusieurs accords de libre-échange contestables; le plus large d'entre eux, le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, passé avec les États-Unis, a été lancé récemment. Dans le même temps, sur le front du développement, les efforts en vue de la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement ont fléchi, un an avant la date butoir de 2015.

Nos succès. Les Verts/ALE ont participé à la mise en place du service européen pour l'action extérieure, récemment créé, et de l'instrument de stabilité et ils se sont engagés en faveur de la désignation d'un Représentant spécial de l'Union pour les droits de

l'homme. Nous avons été à l'origine de la prise de position de l'Union contre les bombes à fragmentation, qui réclame leur interdiction totale. Nous avons mis la cohérence des politiques de développement au programme de l'Union. Notre opposition aux paradis fiscaux offshore a d'abord reçu un soutien dans le cadre de la politique de développement de l'Union, avant que M. Šemeta, commissaire à la fiscalité, aux douanes, aux statistiques, à l'audit et à la lutte antifraude, la reprenne à son compte. Après le printemps arabe, nous avons négocié des améliorations de la stratégie macrorégionale de l'Union en Méditerranée.

Nos revers. Nous avons échoué à introduire des contrôles en amont à l'exportation des biens à double usage, tels que les technologies de télécommunication ou les produits chimiques, principalement en raison du changement d'avis inopiné de la délégation allemande du groupe ALDE. Les groupes S&D et PPE ont fait adopter une réforme du système de préférences généralisées qui affaiblit encore plus les économies en développement. Lors de la réforme de la PAC, nous avons perdu le vote sur la suppression des subventions aux exportations, qui menacent la sécurité alimentaire mondiale. Notre appel à apporter un soutien économique conséquent pour stabiliser la démocratisation initiée par le printemps arabe n'a pas trouvé l'écho voulu.

6. La promotion de la diversité culturelle

Principaux enjeux. La diversité culturelle doit affronter l'essor d'une culture mondialisée, uniformisée, et les défis de l'intégration politique de l'Europe. Mais si la crise économique a pesé sur les programmes culturels et de formation dans toute l'Europe, elle a aussi attiré l'attention sur les enjeux économiques de ce secteur, notamment lorsque les discussions autour de l'ACAC ont mis les droits d'auteur sur le devant de la scène. Les deux premiers représentants du Parti pirate élus au Parlement européen, membres de notre groupe, ont renforcé et élargi notre position sur cette question.

Nos succès. Les Verts/ALE ont profité de la révision des programmes d'échange et de mobilité de l'Union, comme Erasmus, pour renforcer les opportunités de formation pour tous. Nous avons veillé à ce que le débat sur les droits d'auteur et le piratage demeure ouvert et équilibré entre les divers positions et intérêts qui interviennent dans le processus de création. Nous avons exercé une forte influence sur la création des archives européennes en ligne, Europeana. Enfin, notre engagement traditionnel en faveur de la diversité culturelle a été reflété par des initiatives de députés de partis régionaux, à l'occasion desquelles nous avons attiré l'attention sur l'importance de la diversité linguistique dans l'Union et les menaces qui pèsent sur elle.

Nos revers. Dans le cadre des programmes d'échange et de mobilité, nous n'avons pas pu faire obstacle au mécanisme européen de garantie des prêts pour les étudiants en master, susceptible de pousser l'endettement des jeunes à la hausse. Dans plusieurs dossiers portant sur les droits d'auteur, des pressions du secteur privé ont empêché notre approche de prévaloir.